

## Remarques du MSC sur l'évaluation du CSA, 12 octobre 2017

### Aperçu général:

#### **Intervention de Ramona Dominicioiu, LVC, Roumanie**

Le MSC a contribué de manière intensive à l'élaboration de l'évaluation du CSA et à la discussion sur la meilleure façon d'y répondre. Nous félicitons Mme Angela Bester et son équipe pour le rapport, ainsi que l'Égypte et l'Islande pour leur travail de co-faciliter la réponse du CSA au cours des derniers mois.

Le CSA continue d'être dans une situation critique. Au cours des dernières années et au cours de cette session, nous avons vu qu'il existe deux voies possibles pour le CSA: soit il va dans le sens de l'érosion de la réforme du CSA ou dans le sens du renforcement du CSA dans l'esprit de sa réforme .

Le MSC a clairement indiqué qu'il s'attendait à ce que l'évaluation et la discussion sur la réponse à cette question soient guidées par l'esprit de la réforme et rendent le CSA beaucoup plus solide, conformément à son mandat et à ses rôles.

Nous nous réjouissons que les Co-Facilitateurs aient conclu en juin de cette année la première réunion sur la réponse avec la déclaration explicite qu'il n'y aura pas de réforme de la réforme. Le rapport de consultation pointe clairement dans cette direction: il vise à renforcer les rôles et le fonctionnement du CSA conformément à son mandat et à sa vision.

Nous croyons que c'est la seule bonne direction à prendre, mais nous voyons aussi que tous les membres et participants ne veulent pas vraiment aller dans cette direction. Très souvent, il y a une tendance à reconvertir le CSA en un salon de discussion qu'était le CSA avant la réforme. Cela devient clair quand:

- il n'y a pas la volonté d'entamer des négociations politiques sérieuses ou de fournir le temps et les ressources nécessaires pour cela;
- des positions sont prises qui contestent ouvertement la base des droits de l'homme du CSA ou qui veulent empêcher le CSA d'aborder des questions urgentes, critiques et litigieuses;
- des membres et des agences basées à Rome manquent d'engagement pour financer correctement le CSA et ses activités;
- Trop d'efforts et de réunions sont requis autour d'un CSA auto-centré.

N'oublions pas que le CSA a été créé en 1975 en réponse aux crises alimentaires de 1974 et qu'il a été réformé en 2009 en raison des crises alimentaires en 2007/8. Dans ce contexte, il est clair que le CSA doit répondre de manière efficace aux crises alimentaires et aux causes structurelles de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition. Le CSA doit être en mesure d'évaluer et de gérer

efficacement les crises à l'origine de sa constitution et de ses réformes et de poursuivre sa vision de la concrétisation progressive du droit à l'alimentation.

Nous avons besoin d'un CSA répondant aux demandes urgentes liées aux réalités d'aujourd'hui, ce qui signifie particulièrement et principalement aux demandes des personnes les plus touchées par les crises alimentaires d'aujourd'hui, qui sont en même temps les plus importants contributeurs à la sécurité alimentaire et à la nutrition dans le monde . Nous, les paysans, les pêcheurs, les pasteurs, les peuples autochtones, les travailleurs de l'agriculture et de l'alimentation, les femmes, les hommes et les jeunes, nous nourrissons la majeure partie du monde avec nos efforts quotidiens. Nous avons besoin de politiques publiques pour nous soutenir, par opposition au paradigme néolibéral actuel qui continue à détruire nos moyens de subsistance, nos fermes, nos systèmes de production et nos communautés.

Avec le CFS réformé, une plate-forme globale a été établie pour entendre nos voix, car l'architecture de gouvernance globale sur les politiques de sécurité alimentaire et de nutrition ne peut être efficace que si elle est capable de nous écouter. "Rien sur nous, sans nous" - c'était la promesse de la réforme.

Aujourd'hui, nous devons mener un combat permanent pour rappeler aux gouvernements, aux participants et au Secrétariat du CSA que la réforme du CSA a donné un espace pour entendre en particulier la voix des membres du CSM. Nous sommes fatigués de devoir répéter ceci encore et encore. Parfois, nous ressentons que pas tous d'entre vous nous écoutent et comprennent l'importance de nous avoir ici, comprennent qui nous sommes et ce que nous apportons à des centaines de millions de ménages et au CSA.

Nous sommes le plus grand mécanisme d'organisations de la société civile au monde travaillant sur la sécurité alimentaire et la nutrition. Les organisations participantes dans nos onze secteurs comptent bien plus de 380 millions de membres organisés. Parmi eux, plus de 330 millions de producteurs alimentaires font partie du CSM, à savoir les petits agriculteurs et les agriculteurs familiaux, les pasteurs, les populations autochtones, les pêcheurs, les travailleurs agricoles et alimentaires.

Au cours des huit dernières années, nous avons fait preuve d'un énorme engagement et compté parmi les principaux contributeurs du CSA, tant sur le fond, la qualité et la quantité des propositions, l'énergie sociale et la participation des populations. Nous avons pris à cœur l'ensemble du CSA comme un espace politique de grande valeur. Nous n'avons pas uniquement défendu nos propres intérêts, comme certains continuent de le faire. Au cours des 8 dernières années, nous avons donné une nouvelle dimension de légitimité au CSA.

Le CSA a beaucoup de faiblesses et de limites, mais représente un nouvelle forme de gouvernance inclusive pour tout le système des Nations Unies: nous croyons que l'ouverture de l'ONU au peuple signifie ouvrir l'avenir à l'ONU.

